

ni »

pris  
ent, explique.



rces alimentaires. C'est le document

CRÉDIT PHOTO : OUEST-FRANCE

tefois, Jean-Michel Bonhomme n'exclut pas que les orientations des élus ne vont pas varier avant. « **Le document peut être modifié à la demande des trente maires du pays de Lorient qui l'ont voté. Je ne présume pas de ce qui sera fait dans trois, quatre ou cinq ans.** »

Delphine LANDAY.

## Centre des impôts : la grogne des agents

Suppressions de postes, détérioration du service, « la facture est lourde », pour l'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT, FO.



L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT, FO des finances publiques est allée à la rencontre des usagers du Centre des impôts.

CRÉDIT PHOTO : OUEST-FRANCE

La banderole placardée sur la façade du centre des impôts en dit long sur leur colère. En grosses lettres rouges s'affiche leur « **Non à la casse du service public** ». L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT, FO est allée, jeudi matin, à la rencontre des usagers.

Au nom de la réduction de la dépense publique, la suppression de plus de « **2 130 emplois cette année dans l'administration des finances publiques. D'ici 2022, un tiers des effectifs va disparaître** », note Yannick Le Sausse, secrétaire départemental de Solidaires Finances. Le Morbihan n'échappe pas au coup de rabot, avec « **24 nouvelles suppressions de postes en 2019** ».

### Conséquences ?

La fermeture de trésoreries de proximité remplacées par des points de contact avec moins d'agents et le transfert de certains services à Vannes. Soit en définitive : « **une remise en cause de l'égalité de traitement pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent pas se déplacer.** »

Moins de personnels donc, mais toujours des usagers en quête d'expertise et de renseignements. Du

coup, les files d'attente s'allongent aux guichets. Avec des pics à 400 personnes par jour au centre des impôts à Lorient. Quid du développement de l'e-administration ? « **Ce n'est pas en allant sur internet que l'on obtient toutes réponses.** » Quant à l'accueil téléphonique, là encore ça coince. « **Il y a tellement d'appels qu'on ne fait pas face.** »

Présenté comme une simplification, le prélèvement à la source suscite aussi nombre d'interrogations. Pour l'intersyndicale, « **c'est tout simplement compliqué et injuste** », avec le risque de voir s'évaporer des recettes fiscales, alors même que le taux de recouvrement était jusqu'ici très bon en Bretagne, à 98 %. « **On nous demande de réduire les dépenses, mais jamais d'augmenter les recettes, alors même que la fraude fiscale est estimée à 100 milliards d'euros** », fulminent les représentants syndicaux. Ils avancent quelques propositions pour « **une fiscalité plus juste : rétablir l'ISF, plus de progressivité dans l'impôt sur le revenu, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité...** »

Renaud GARNIER.